

# Nous sommes tous des « extrémistes » !

**L**a crise financière apporte chaque jour un démenti cinglant aux ultras-libéraux et à leur credo totalitaire en faveur d'une « économie de marché où la concurrence est libre et non faussée ». Ce système a spectaculairement démontré qu'il était source de gaspillages insensés, d'inégalités, d'immoralités sociales. A l'inverse des discours officiels qui prévalaient jusque-là, on fait appel à l'intervention de l'État, aux financements publics, à des réglementations, voire des nationalisations, pour conjurer une débâcle sans précédent. Les services publics, hier stigmatisés – « coûtant cher, pas efficaces » – se retrouvent qualifiés d'amortisseurs sociaux !

De là à penser que nous assistons à un « retour de l'État », comme on l'entend parfois, il y a un gouffre. Fillon l'a rappelé dans *Le Figaro* du 14 mai 2009 : « En 2010 nous allons geler la progression des dépenses de l'État en volume. Pour y parvenir nous maintiendrons la règle du non-remplacement d'un départ en retraite sur deux dans la fonction publique, soit 34 000 postes en moins et nous accélérerons l'effort de la RGPP. » Aux organisations syndicales qui demandent des réponses urgentes, avant l'été, et notamment un « moratoire » sur les suppressions de postes, aux 160 000 jeunes (c'est ce qui sera supprimé par la RGPP) privés d'emplois publics, le néo-libéralisme répond : cette politique nous a mené à la catastrophe, accélérons !



PHOTO: M. MIGNÉAU

« A part quelques extrémistes, qui défendent un autre modèle de société, tout le monde s'est comporté de façon responsable » affirme Fillon. Les dérapages verbaux de celui qui parlait il y a peu d'un « État en faillite », ne sont jamais innocents. Défendre un autre modèle de société, sans même parler d'occupations ou de séquestrations, c'est déjà être « extrémiste » ! Et pour les « extrémistes » qui refuseraient de croire qu'il n'y a qu'une politique « raisonnable » possible, la répression n'est jamais loin... « Tout le monde s'est comporté de façon responsable » ! S'il parle de la gauche gouvernementale, c'est bien le moins que l'on puisse dire. Mais pourquoi faut-il que l'on ne puisse s'empêcher de penser, aussi, aux organisations syndicales ?

Car enfin, quel gâchis après le 19 mars ! CFTD et UNSA ont annoncé la couleur (pâle) : 1<sup>er</sup> Mai, puis un samedi en juin, point. D'autres jouent une partition différente : la CGT, pour la grève mais pas trop, FO pour la grève mais pas qu'un peu. Bilan des courses : un 26 mai dont on peut sans risque affirmer que bien peu s'en souviendront. Et le 13 juin... La FSU, Solidaires se sont bien battus pour accélérer les rythmes et monter en puissance, peine perdue...

## Atermoiements...

Sophie Bérout et Yvon Karel écrivent<sup>(1)</sup> : « Le temps a paru effectivement fort long, en particulier dans les secteurs en lutte comme l'enseignement supérieur, entre l'imposante journée de grèves et de manifestations du 29 janvier et celle du 19 mars 2009. Mais que dire, alors même que les manifestations de mars se sont révélées plus massives encore que celles de janvier, que des salariés du secteur privé y ont été de nouveau présents en raison de la multiplication des plans de licenciements collectifs, de l'incapacité de l'intersyndicale à proposer des suites à la mobilisation, au lendemain de cette seconde journée d'action ? » Nous ne tomberons pas dans ce qu'ils appellent « la focalisation sur une opposition entre base et sommet, la dénonciation des trahisons bureaucratiques (qui) peuvent servir de catharsis dans le feu de l'action,



PHOTO: M. MIGNÉAU

afin de ne pas céder au découragement »... parce que cela n'inverse pas la donne. Il faut bien faire avec, en luttant contre !

Les universités, les hôpitaux sont confrontés aux mêmes politiques de mise en concurrence, de réduction de moyens, de « gouvernance » sur le modèle des entreprises. Dans les deux cas, les projets du gouvernement dressent contre eux des mandarins jusqu'aux salariés précaires et on n'arrive pas à en faire quelque chose ?

Les mobilisations de janvier, mars et mai ont totalisé des millions de manifestants et on n'arrive pas à en faire quelque chose ?

Les fermetures d'entreprises, les plans sociaux se multiplient et on n'arrive pas à en faire quelque chose ?

Cela ne pourra pas durer et les attermoissements des confédérations ne resteront pas longtemps supportables. S'opposer au MEDEF et au gouvernement Sarkozy suppose un vrai « tous ensemble », des luttes coordonnées et convergentes, et non le « chacun pour soi », qu'il soit celui de la formation des maîtres ou des salaires des gaziers !

Construire partout où c'est possible des AG, des rencontres, des intersyndicales capables de donner force et vie à la construction du « tous ensemble vers la grève générale » qui sera incontournable pour obliger ce gouvernement à changer de politique. Car, oui, nous prônons une autre politique. Et si cela c'est être « extrémistes », nous serons de plus en plus à le devenir !

Alors le 13 juin, évidemment, mais sans illusion et pour préparer la suite... ?

JEAN-MICHEL DREVON

1) Sur le site de Contretemps : <http://contretemps.eu>